



MINUSCA

POINT DE PRESSE

du 11 février 2015

LIBERATION DU MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

La Mission multidimensionnelle Intégrée pour la Stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) se félicite de la libération du ministre de la Jeunesse et des Sports, Armel Ningatoloum Sayo, intervenue dans la nuit du mardi 10 février 2015. Cette issue heureuse est le résultat de multiples efforts déployés depuis l'enlèvement de M. Sayo, le 25 janvier 2015.

La MINUSCA renouvelle sa condamnation sans équivoque des kidnappings qui ne font que compliquer

davantage une crise profonde que la communauté internationale aide la RCA à résoudre.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RCA, le Général Babacar Gaye, lance un appel à toutes les parties concernées, y compris les groupes armés, pour qu'ils s'insèrent sans délai dans la dynamique actuelle en faveur de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale pour le retour d'une paix durable en RCA.

ACTIVITES DU REPRESENTANT SPECIAL

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine, Babacar Gaye, multiplie les initiatives pour appuyer le processus politique, notamment la phase des consultations populaires, préparatoires au forum de Bangui. Dans ce cadre, le Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a rencontré vendredi dernier le Médiateur Denis Sassou Nguesso, Président du Congo. Il lui a demandé sa contribution au bon

déroulement de ces consultations sur tout le territoire centrafricain.

Le Représentant spécial a aussi rencontré le Premier ministre centrafricain, Mahamat Kamoun pour des échanges sur les derniers développements du processus de sortie de crise. Ils ont, à cet égard, observé l'engouement autour des consultations populaires et sont convenus de la nécessité de leur extension sur tout le territoire national.

CONSULTATIONS POPULAIRES

La MINUSCA continue de soutenir les autorités de la transition dans la mise en œuvre des consultations à la base en vue du Forum de Bangui. Dans l'ensemble les consultations à la base se déroulent bien à

l'Ouest du pays et relativement bien au Centre à l'exception de Bambari. La partie Est du pays a connu un certain nombre de défis, notamment les menaces des groupes armés qui ont empêché les équipes des Facilitateurs de

mener les consultations. Ces consultations sont en attente des efforts en cours pour les rendre possibles.

En moyenne les équipes ont séjourné une à deux journées dans les différentes sous-préfectures. Les thèmes les plus discutés dans les sous-préfectures ont été : la justice, la vérité, la réconciliation, la réforme du Secteur de la Sécurité y compris le DDR, la sécurité, la restauration de l'autorité de l'Etat, l'impunité, les enfants soldats et l'indemnisation des victimes.

LES ÉQUIPES QUI ONT COMPLÉTÉ LES CONSULTATIONS SONT : kemo (Sibut), Lobaye (Mbaiki), Ombella MPoko (Boali), Bamingui-Bangoran (Ndele), Ouham (Bossangoa), Basse-Kotto (Mobaye), Ouham Pende (Bozoum), Haut-Mbomou (Zemio), Mbomou (bangassou), Sangha (Nola), République Démocratique du Congo, Congo, Tchad, Cameroun.

Les équipes sur le retour : Nana-Mambere (Berberati)

LES PRÉFECTURES EN ATTENTES DE DÉPLOIEMENT : Ouaka (Bambari), Vakaga (Biraou), Nana Gribizi (Kaga Bandoro) et la Haute- Kotto (Bria).

On note également une bonne participation des femmes et des jeunes aux consultations dans l'ensemble des préfectures.

EVENEMENTS DE BRIA

Dans ce cadre, comme vous le savez, les troupes de la MINUSCA et les Forces françaises sangarises ont repris à Bria, les bâtiments administratifs qui étaient illégalement occupés par les éléments de l'Ex-Séléka. Ils ont refusé d'évacuer les locaux et ont tiré sur les soldats des Forces internationales entraînant une riposte déterminée. La MINUSCA regrette qu'une telle intransigeance ait coûté la vie à des des ex-Séléka. Au cours de l'opération des armes lourdes et des munitions ont été saisies. Le porte-parole militaire vous fournira les détails.

JUSTICE ET PRISONS

Au chapitre de son appui au système judiciaire, la MINUSCA a assuré lundi le suivi du démarrage des travaux des projets à impact rapide de Bimbo, dans la banlieue de Bangui. Il s'agit de la construction d'un périmètre de sécurité au Tribunal de grande Instance de Bimbo et de l'extension de la salle d'audience du même tribunal pour un coût global de près de 50 millions de F CFA.

LE POURCENTAGE DE DÉPLOIEMENT SE PRÉSENTE COMME SUIVANT :

Équipes déployées à hauteur de 77% - Taux de consultations de 67.6%;

L'Est : 6 sur 19 sous-préfectures (31.5%) - Haut-Mbomou consultations menées dans toutes les sous-préfectures ; Mbomou/Bangassou 2 sous-préfectures seulement ; Basse-Kotto (Mobaye seulement) Vakaga (Biraou) pas de consultations.

L'Ouest : 38 sur 39 (97.4%) consultations dans toutes les sous-préfectures.

Le Centre 6 sur 13 (46.2%) – Kemo/Sibut consultations dans toutes les sous-préfectures la Ouaka (Bambari) et la Nana Bribizi (Kaga Bandoro) pas de consultations.

Concernant les consultations dans les arrondissements de Bangui, les équipes ont débuté les consultations le 02 février et terminé le 10 février. Dans l'ensemble une bonne mobilisation et participation aux consultations a été notée. Aucun incident majeur n'a été signalé. Pour les personnes déplacées internes, les consultations doivent se dérouler jeudi 12 février 2015. ●

Vous vous souviendrez que le chef de la MINUSCA, Babacar Gaye, lors de son séjour à Addis Abeba, en fin janvier, avait mis en garde contre les perturbations des consultations populaires dans certaines zones du pays et appelé toutes les parties prenantes, y compris les groupes armés, à éviter de constituer des obstacles au déroulement de cet exercice historique. Pour avoir un sens dans les objectifs de réconciliation nationale et contribuer à la réussite du forum de Bangui, les consultations nationales doivent se dérouler sur tout le territoire national et tout sera fait dans ce sens par la MINUSCA. ●

En outre, la MINUSCA a procédé au lancement officiel d'un projet à impact rapide qui vise à réhabiliter les cellules, cuisines et toilettes de la prison pour femmes de Bimbo ainsi que l'équipement en literie pour les pensionnaires de cet établissement. D'une valeur d'environ dix-neuf millions, ce projet va contribuer à améliorer la sécurité, l'hygiène et les conditions de couchage de la vingtaine de femmes qui occupent ce lieu de détention. ●

DROITS DE L'HOMME

Dans le domaine des droits de l'homme, la MINUSCA a enregistré, au cours de la semaine écoulée, au moins 14 incidents de violations et abus des droits de l'homme ayant entraîné 34 victimes, à savoir 13 victimes d'arrestation et de détentions arbitraires, y compris 3 filles mineures à Bangui pour de prétendues pratiques de charlatanisme et de sorcellerie, qui ont été relâchées par le procureur de la République suite à notre plaidoyer, 2 personnes à Kaga Bandoro par les éléments du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) de l'Ex-Seleka, 7 personnes arbitrairement arrêtées puis rançonnées par les Anti Balaka au village de Salaka et 01 leader communautaire à Yoro Baya dans la préfecture de Nana Mambere.

Il y a eu 13 victimes d'atteinte à l'intégrité physique dont une à Kaga Bandoro par le FPRC, 03 personnes blessées par les anti-Balaka à Bangui plus précisément au quartier Boeing et 09 victimes poussées par la contrainte à s'auto-culpabiliser de sorcellerie pour se faire brûler et gravement blessées par les anti-Balaka de Baoro, au village de Sanda dans la préfecture de la Nana Mambere ; 06 victimes d'atteinte au droit à la vie dont une au village frontalier de Yibi Paul (Nana Mambere) du fait d'un groupe de Peuhls présumés originaires du Cameroun voisin, et 05 autres, dont 2 enfants mineurs tués à Ngakobo dans la Ouaka par des Peuhls armés affiliés à l'ex-Seleka.

La MINUSCA a aussi reçu une victime d'atteinte au droit à la propriété à Kaga Bandoro dont les boutiques ont été pillées à Zefio, Botto 1, Doukoumbe et Botoko dans la

commune de Botto par les éléments du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC). La victime a refusé de porter plainte contre les auteurs présumés estimant que la police et la gendarmerie de Kaga Bandoro étaient sous contrôle effectif des éléments du FPRC.

Par ailleurs, les ex-Seleka, ayant pris le contrôle des locaux de la gendarmerie et de la police de Bria dans la Haute Kotto, ont restreint la fréquence des visites de surveillances hebdomadaires de la Section des Droits de l'homme de la MINUSCA aux cellules de détention à une fois par semaine. La Mission est inquiète de ce que cette opacité dans laquelle les ex-Seleka veulent gérer les personnes qu'ils arrêtent et retiennent illégalement et arbitrairement expose les victimes aux actes de torture ou les privent simplement d'une protection suffisante de la loi. Avec l'intervention des forces internationales mardi à Bria qui a permis la restauration de l'autorité de l'Etat, les choses vont changer dans le bon sens.

Dans le cadre de la protection des civils, la Mission a procédé samedi dernier au siège de la MINUSCA, à Bangui, à la remise d'une victime de Kaga Bandoro, une femme déjà mariée, qui était sous menace avérée de mort, après avoir échappé à une tentative de mariage forcé avec « un Colonel » de la Seleka du FPRC de la ville, à sa famille à Bangui. Le Bureau Régional de la MINUSCA à Kaga Bandoro, une fois informé de l'affaire, a réussi à protéger la victime en la gardant sur son site jusqu'à son transfert sur Bangui. ●

ELECTIONS

Le Comité de pilotage du PACEC (projet d'appui au cycle électoral Centrafricain) est co-présidé par le Président de l'Autorité nationale des élections (A.N.E) et le Représentant spécial Adjoint, Aurélien Agbenonci.

Les membres comprennent les parties prenantes nationales et les partenaires internationales y inclus l'Équipe de l'assistance électoral intégrée et les bailleurs de fonds comme l'Union européenne, la France, le PNUD.

Il est à noter que durant cette première rencontre du Comité de Pilotage, la France a annoncé une contribution de 400.000 Euros au processus électoral.

La rencontre s'est déroulée en présence du directeur

adjoint de la Division de l'Assistance Electorale à New York, Ali Diabacté, actuellement en visite à Bangui dans le cadre d'une mission multidisciplinaire de suivi du processus électoral en RCA.

Comme elle l'avait fait auparavant avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), l'Équipe d'Assistance Electorale Intégrée (EAEI) a rencontré récemment l'organisation internationale des Migrations (OIM) pour discuter des modalités de participation des déplacés. Parmi les questions abordées figurent celles des pièces d'identification des déplacés lors de leur inscription et une estimation du nombre de déplacés par camps pour faciliter la planification du nombre nécessaire de bureaux d'enregistrement des électeurs. ●

POLICE

I. EVENEMENTS MARQUANTS DE LA SEMAINE

Cette semaine, la situation sécuritaire à Bangui reste marquée par les consultations à la base dans la capitale Bangui. Les principaux sites dans lesquelles ces consultations se sont déroulées sont :

- Le Ministère des Affaires Etrangères, pour le 1^{er} et 7^{ème} Arrondissements ;
- La Caisse Café, pour le 2^{ème} Arrondissement ;
- Le cinéma Rex pour le 3^{ème} Arrondissement ;
- L'Assemblée Nationale, pour le 4^{ème} et 8^{ème} Arrondissements ;
- Le Stade de 20.000 places pour le 5^{ème} Arrondissement ;
- Et l'Eglise Fatima pour le 6^{ème} Arrondissement.

Démarrées à Bangui le 02 février dernier, ces consultations se poursuivent dans de très bonnes conditions. La police de la MINUSCA est présente dans les différents sites pour la sécurisation. A ce jour, aucun incident particulier n'a été signalé.

II. LUTTE CONTRE LE BANDITISME ET LA GRANDE CRIMINALITE

• *Personnes interpellées :*

Au total **06 personnes** ont été interpellées par les équipes de l'Etat-major du Secteur de Bangui, pour **10 infractions** recensées.

• *Saisies :*

Un (01) Kalachnikov;

Vingt-cinq (29) minutes ;

Deux (02) grenades ;

Un (01) pistolet factice et

Un (01) couteau ayant servi à perpétrer un vol dans un domicile ;

- *Point des infractions enregistrées au niveau de la JTF*

Au cours de la semaine en analyse à Bangui, il a été enregistré un (01) cas de meurtre, deux (02) cas de découverte de corps sans vie, contre quatre (04) la semaine précédente. Un cas de viol a été enregistré cette semaine, contre deux (02) la semaine précédente, et un cas d'atteinte à la pudeur sur mineure. Sept cas (07) cas de vols à main armée ont été enregistrés comme six (06) la semaine passée. Il a été enregistré deux (02) cas d'ex-

plosion de grenades, une autre lancée non explosée.

III. ACTIVITES DE SECURISATION ET D'ASSISTANCE AUX POPULATIONS CIVILES

Les casques bleus de l'Etat-major du Secteur de Bangui ont effectué avec les Forces Nationales et internationales de SANGARIS et EUFOR, plus de quatre cent (**400**) patrouilles simples, mixtes pédestres et motorisées et des patrouilles conjointes afin de rassurer les populations. En plus, elles continuent leurs tâches d'escortes et de protections des hautes personnalités (Premier Ministre, Président du Conseil National de Transition, Procureur de la République). Au nombre des activités menées cette semaine en appui aux forces nationales il faut citer la mise en place de plusieurs check-points inopinés ayant permis de contrôler **150** véhicules, **200** personnes, **30** motos, l'interpellation de cinq (**05**) individus pour des diverses infractions et le sauvetage de trois (**03**) personnes de vindictes populaires par les forces internationales. En outre, en prélude aux consultations populaires du forum de Bangui, les casques bleus de la MINUSCA ont assuré la protection des sites et l'escorte des participants à l'aller comme au retour.

IV. ACTIVITES DU PILIER DEVELOPPEMENT

Le mercredi 04 février dernier M. Abdoulaye Mar Dieye, Administrateur assistant, Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique du PNUD a effectué une visite de travail au commissariat du 2^{ème} Arrondissement de Bangui. Il était accompagné de M. Nicaise Karnou-Samedi, Ministre de la Sécurité Publique et de l'Emigration-Immigration, et par Mr Aurélien AGBENONCI, Adjoint au RSSG. La délégation a été reçue par les Directeurs Généraux de la Police et de la gendarmerie, le Représentant du PNUD pour la Centrafrique, le Commissaire de la Composante Police de la MINUSCA, et le maire du 2^{ème} arrondissement. L'objectif de cette visite est de mobiliser la communauté internationale pour soutenir davantage le processus de transition en cours.

Il faut rappeler que la Police de la MINUSCA dispose depuis le mois de décembre d'une cellule d'accueil des victimes des violences basées sur le Genre et vient de démarrer la colocation dans ce commissariat.

Tel est le résumé succinct des principales activités de la Composante Police pour la semaine du 04 au 10 février 2015.

UNPOL Léo Franck GNAPIE
Porte-parole de la Composante Police/MINUSCA

Effectif Total Autorisé		Effectif Actuel					
1800		1157					
UNPOL	FPU	UNPOL		FPU		AUTRES (PD)	
400	1400	172		985		01	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
		143	29	915	70	01	00
Pourcentage Total		35,75%	7,25%	65.35%	5.00%	%	%
		43%		70.35%			

POUR PLUS D'INFORMATIONS

MINUSCA - Bureau de la Communication et de l'Information Publique(CPIO)

Hamadoun Touré, Porte-Parole

+236 75 29 54 27

publicinformation-minusca@un.org

Site Internet

<http://minusca.unmissions.org>

Suivez-nous sur :

- ▶ https://twitter.com/UN_CAR
- ▶ <https://facebook.com/minusca.unmissions>
- ▶ <https://www.flickr.com/photos/unminusca>